



Toutes et tous ensemble, passons à l'offensive ! - 23 mars 2018 -

La journée de mobilisation du 22 mars dans l'ensemble de la Fonction Publique et chez les cheminot·es est une réussite avec des taux de grévistes en augmentation et près de 500 000 manifestant·es dans les différents cortèges sur tout le territoire. Cela démontre le dynamisme de la mobilisation dans nos champs et la volonté tant des jeunes que des salarié·es de lutter contre la politique destructrice de Macron, tout comme l'avait démontré la forte participation aux manifestations des retraité·es du 15 mars.

La FERC CGT et ses organisations fédérées vont travailler avec les syndiqué·es, les salarié·es et l'Interfédérale à renforcer la mobilisation contre les réformes en cours dans l'Education, l'Enseignement Supérieur et la Formation Professionnelle dans les semaines à venir. Elles travailleront à la convergence des revendications avec les organisations de jeunesse, les autres secteurs de la Fonction Publique et plus largement avec l'ensemble des secteurs en lutte pour combattre la transformation systémique de la société voulue par le gouvernement et les tenant·es de l'ultralibéralisme.

Dans cette volonté de rassembler et d'entraîner dans la lutte les salarié·es et retraité·es, le plus largement possible sur la base de revendications communes, sans a priori, à tous les niveaux où cela est possible (interfédéral, intersyndical, national ou local), la FERC CGT et ses organisations proposent de débattre dans l'ensemble des Assemblées Générales qui se tiendront des modalités des futures mobilisations et d'aborder l'éventualité d'une possible convergence avec les dates programmées de la lutte des cheminot·es contre la réforme du statut de la SNCF et avec les fédérations et syndicats du secteur public.

En effet le gouvernement attaque le monde du travail sur tous les fronts, façonne par ses « contre-réformes » une société au seul bénéfice des grands possédant·es. Il remet en cause l'ensemble des conquises sociales (assurance chômage, droit à la formation professionnelle tout au long de la vie, retraites - avec la volonté d'un système par points -, etc.). Il organise le tri social dans l'ensemble du parcours scolaire et universitaire par la généralisation de la sélection et la casse des diplômes nationaux. Après la casse du code du travail via les ordonnances, il démantèle les services publics en réduisant les moyens et en attaquant les statuts de la SNCF et de la Fonction Publique, qui pourtant garantissent l'égalité de traitement de toute la population sur tout le territoire tant en matière de transports que d'accessibilité aux services publics.



A attaque globale : riposte générale !

La FERC, à l'instar de la CGT, porte un autre projet pour transformer la société en refusant la mise en concurrence des salarié·es. Elle défend un ensemble de mesures immédiates pour répondre à la crise sociale que nous subissons et donner une cohérence à nos luttes pour bloquer Macron et son gouvernement :

- Dégel et augmentation du point d'indice, augmentation immédiate des salaires et des pensions de 400 euros.
- Travailler toutes et tous, travailler moins, travailler mieux : baisse du temps de travail à 32 heures et réduction de temps travail de l'ensemble des personnels.
- La fin de la précarité : titularisation sans condition de concours ni de nationalité dans la Fonction Publique ; un seul contrat dans le privé : le CDI.
- Une réelle égalité Femme-homme.
- Maintien de tous les régimes de retraite, pour une retraite à taux plein à 37,5 annuités.
- Refonte du droit du travail, abrogation des lois travail « El Khomri » et XXL et des ordonnances Macron.
- Amélioration des droits et garanties collectives des salarié·es : renforcement des statuts et des conventions collectives.
- Créations de postes statutaires et des moyens pour les services publics.
- Une école pour l'émancipation de toutes et tous, le refus de la mise en place du tri social généralisé et de la sélection, la mise en place du droit à la poursuite des études de son choix, tout au long de la vie.
- Garantie des diplômes et des certifications nationales. Un droit à la formation tout au long de la vie assurée par un grand service public de la formation professionnelle.

Les mesures portées par ce gouvernement rencontrent des résistances qui dépassent le cadre syndical. Des associations, mouvements et partis politiques participent aux mobilisations. En toute indépendance et dans le respect des prérogatives de chacun·e, la synergie de toutes ces forces, prêtes à faire barrage aux projets antisociaux du gouvernement, peut permettre d'élever le rapport de force et d'isoler idéologiquement le patronat. Dans la perspective de construire ces convergences la FERC-CGT porte au débat ces 10 propositions.

« Avec la jeunesse, cheminot·es,
fonctionnaires, salarié·es du privé : UNITE ! »

